

*Impôt sur le revenu—Loi*

sez-vous que, par sectarisme, je me réjouis de la situation? Pas du tout. Je demande aux députés d'en face où sont les députés du Québec? N'est-il pas évident qu'en appuyant le premier ministre qui sombre avec son navire ils vont à l'encontre de l'opinion publique non seulement au Québec mais de tout le pays?

● (2052)

Lorsque je dirigeais une compagnie, il y a plusieurs années, et que je faisais connaître ma position, il arrivait souvent que les directeurs de succursales ou les chefs de service me fassent revenir sur ma décision. Ils me disaient qu'à leur avis j'avais tort. J'acceptais leurs conseils. Ai-je perdu la face pour autant? En tout cas, leurs avis ont sans doute sauvé ma compagnie. Est-ce vraiment trop attendre de la part du premier ministre et de son gouvernement qu'ils laissent leur fierté de côté un instant afin d'accepter une mesure qui serait bonne pour le Canada et particulièrement pour notre province? Je leur demande de le faire, pour l'amour de Dieu.

On a dit maintes et maintes fois, et nous avons reçu un rapport du ministère de l'Industrie et du Commerce en ce sens, que même si les secteurs du textile, des vêtements, de la chaussure et du meuble sont traditionnellement très forts au Québec.

[Français]

Plusieurs honorables députés ont constaté, à maintes reprises, qu'en ce qui concerne les secteurs traditionnels nous avons plusieurs importations des autres provinces. J'admets avec vous autres que nous n'avons pas les chiffres exacts et, vous non plus, vous n'avez pas les chiffres exacts, mais j'ai fortement l'impression que si nous adoptons la proposition émanant de l'Assemblée nationale de la province de Québec, cela va aider énormément, pas seulement les secteurs traditionnels dans la province de Québec et les gens comparativement pauvres, mais aussi l'économie des autres provinces à cause de ces importations.

[Traduction]

Et que dire du fait dont nous avons discuté au cours de ce débat, à savoir que si l'on rembourse le Québec, la plupart des avantages que le ministre des Finances (M. Chrétien) envisageait dans son discours du budget seront éliminés pratiquement à 100 p. 100? Dans son discours il a déclaré et je cite la page 4319 du Hansard:

Les mesures à prendre doivent évidemment avoir un effet rapide, favoriser la consommation plutôt que les dépenses publiques, et neutraliser certains facteurs temporaires de hausse des prix. Cela est d'autant plus important que nous nous apprêtons à supprimer le programme de contrôle.

C'est une réduction de la taxe sur les ventes au détail qui répond le mieux à ces critères. Elle présente l'avantage supplémentaire...

Il l'a souvent répété, tant dans son discours à la télévision qu'à l'extérieur.

... de bénéficier à tous ceux qui font des dépenses au Canada, y compris ceux qui ne paient pas d'impôt.

[Français]

Au sujet de la proposition annoncée par l'honorable ministre des Finances cette semaine, pouvez-vous expliquer vous autres, les députés de la province de Québec, comment une telle

[M. Grafftey.]

proposition concernant un tel remboursement peut aider les gens qui paient la taxe de vente, plutôt les gens pauvres, mais qui ne paient pas l'impôt sur le revenu? N'essayez pas, parce que c'est impossible d'expliquer l'inexplicable!

[Traduction]

La mauvaise gestion économique du gouvernement a fait sentir ses effets sur la population de la province de Québec à faibles et moyens revenus, qui est frappée plus que personne d'autre au Canada par la hausse de l'inflation et un taux de chômage effarant. Mais voici que le gouvernement fédéral fait preuve d'intransigeance et ne veut rien changer à cette mesure. Il propose une contre-proposition ou une autre proposition en vertu de laquelle on remboursera des gens qui, en fait, n'ont nullement besoin de cette aide.

Par contre, il y a des milliers de personnes dans ma circonscription, et dans les circonscriptions de presque tous les députés de la province de Québec, qui sont trop pauvres pour payer des impôts mais qui paieront des taxes de vente, et que cette mesure n'aidera en rien. Les députés d'en face le savent aussi bien que moi.

Le ministre des Finances et le premier ministre, à force de sophismes, font régner la confusion autour de ce débat. Ils ne comprennent pas la différence qui existe entre espace fiscal, points fiscaux et mécanisme fiscal. Le ministre des Finances et le premier ministre accepteront-ils de prendre la parole à la Chambre pour nous montrer qu'ils font tout de même une distinction entre toutes ces motions? Ils s'en garderaient bien. C'est pour cette raison que tous les Canadiens pensants se rendront compte comme moi que la nouvelle proposition de cette semaine n'a fait que balkaniser le pays comme jamais.

[Français]

Le très honorable premier ministre à maintes reprises a critiqué fortement la province de Québec, quand elle a prétendu que le séparatisme était déjà un fait accompli. Et maintenant, avec un tel traitement de la province de Québec, le gouvernement fédéral et le très honorable premier ministre prétendent aussi, avec une telle politique de remboursement aux citoyens de la province de Québec, que le fédéralisme est déjà un fait accompli. Nous avons maintenant la preuve, monsieur le président. Je pose une autre question aux députés. La taxe de vente, cela tombe sous la juridiction provinciale ou fédérale?

[Traduction]

Supposez que demain soir, à 9 heures, je m'invite chez vous, monsieur l'Orateur, pour le souper. Supposez que non seulement je m'invite chez vous, mais que, me rendant à ma propre invitation, à peine entré chez vous, je me mette à aménager à ma façon vos meubles et vos tableaux. Est-ce que ça ne vous ennuerait pas un peu? Je suis sûr que oui. C'est ce que, dans son arrogance, son intransigence et son esprit belliqueux le gouvernement a fait avec toutes les provinces, l'une après l'autre.

[Français]

Et c'est exactement ce que vous faites avec la province de Québec aujourd'hui.